

**GECCI :**  
***Groupe d'Etudes Comparées***  
***Cultures et Inégalités***

Initiative lancée par des doctorants de l'IHEAL-CREDAL et de l'EHESS-CEMS, le GECCI se propose de réunir étudiants et chercheurs en sciences humaines dans une démarche comparative et transdisciplinaire, afin d'ouvrir un nouvel espace de réflexions sur le lien entre cultures et inégalités.

L'Amérique Latine connaît depuis une vingtaine d'années un processus de démocratisation qui s'accompagne d'un renforcement des inégalités, faisant de ce continent le plus inégalitaire au monde. Les analyses sur cette question ont plutôt favorisé une perspective identitaire (genre, ethnicité, localité, etc.). Afin de compléter ces approches, le GECCI souhaite élargir cette problématique en mettant l'accent sur l'analyse des catégories sociales, de leurs cultures, et des inégalités, en privilégiant le rôle des cultures dans la structuration des clivages sociaux (cultures de classes, citoyenne, professionnelle, militante, médiatique, etc.).

A partir du cas latino-américain, le GECCI aspire à comparer les dynamiques du continent avec d'autres aires géographiques, notamment l'Europe. L'intérêt d'une telle démarche réside dans la possibilité de dégager aussi bien l'originalité des situations que la convergence des structures d'inégalités dans le monde. Par ailleurs, le caractère interdisciplinaire du groupe est une prérogative indispensable pour cerner la multiplicité du lien entre cultures et inégalités, provenant de la diversité des regards sur notre objet.

Enfin, au-delà de l'analyse comparée et transdisciplinaire des inégalités, le GECCI a pour vocation d'amener à une réflexion de fond sur l'Egalité, ses processus et ses obstacles.

**Nous appelons donc chercheurs et étudiants (doctorants en priorité) intéressés par cette initiative à venir nous présenter leurs travaux au cours de nos séminaires mensuels qui commenceront à partir de janvier 2008. Merci de nous envoyer le résumé (une page) de vos travaux en cours à l'adresse suivante : [mquijoux@hotmail.fr](mailto:mquijoux@hotmail.fr)**

**Merci.**

**Les coordinateurs du GECCI.**

# ***PROGRAMMATION 2007/8***

## ***DU GECCI***

**TOUTES LES SEANCES AURONT LIEU DE 18 HEURES A 20 HEURES EN SALLE PAUL RIVET, A L'HEAL, 28, RUE SAINT-GUILLAUME, 75007 PARIS.**

### **Séance I**

**Lundi 28 janvier 2008: *La culture d'un métier « répressif » : enquête auprès des contrôleurs du métro***

Dans la mesure où il est amené à appliquer le règlement et à agir avec « discernement », le contrôleur du métro travaille au quotidien avec des situations d'inégalité sociale devant la loi et les nouvelles contraintes économiques des services publics. Une enquête approfondie sur ce métier nous a permis de dégager des dynamiques en œuvre lors des interactions entre contrôleurs et voyageurs et de la mise en pratique des normes, et de faire le lien avec les conditions de production des acteurs de ces pratiques. Si les politiques d'amélioration de la rentabilité des services publics ont changé le rapport aux voyageurs, catégorisés en « fraudeurs » ou « bons clients », elles ont aussi modifié les conditions de travail des employés pour assurer leur rentabilité et ont redéfini les métiers. Dans ce contexte, le contrôle se présente à la fois comme le « métier du futur » dans des transports en commun de plus en plus automatisés et flexibilisés, et comme une activité privilégiée pour la mise en œuvre du rapport dichotomique aux voyageurs. A partir de l'analyse des trajectoires professionnelles de contrôleurs de métro, nous traiterons du lien entre la position subalterne occupée par ces employés au sein de leur entreprise, leurs pratiques de travail et leur rapport à ce métier répressif.

**L'exposante :** **Eleonora Elguezabal**, doctorante EHESS, monitrice Université Paris 1, Centre Maurice Halbwachs - équipe ETT. Née à Buenos Aires, elle a fait ses études en sociologie à l'université Paris X-Nanterre et à l'Ecole Normale Supérieure (ENS-Jourdan). Elle réalise actuellement une thèse à l'EHESS sur la fragmentation urbaine et les espaces clos à Buenos Aires. Elle est également l'auteur de *Verbaliser le client: les contrôleurs du métro*, Editions Aux Lieux d'Etre (à paraître prochainement).

### **Séance II**

**Lundi 11 février: *Le rôle des territorialités de risque urbain dans la reproduction des inégalités socio spatiales à Caracas***

**Problématique pour le GECCI :** Comment la (re)construction sociale de territoires de risque à Caracas participe-t-elle de la (re)production d'inégalités socio spatiales.

Dans une veine 'constructiviste', la manière de définir les territoires du risque nous informe sur l'ordre socio spatial en question. Loin d'un relativisme radical ou d'un scepticisme insensé liés parfois au constructivisme, il me semble que la seule combinaison d'aléa, d'enjeux exposés et de capacité de réponse ne suffit pas à expliquer la géographie complexe des risques à Caracas.

Dans mon travail de thèse, je propose de voir comment les territorialités du risque, à la fois fin et moyen de l'ordre socio spatial, participent de la construction et de la reproduction des inégalités. L'ordre socio spatial désigne l'organisation, le fonctionnement et les relations de pouvoir existant entre les différents acteurs de la société, dans leur dimension spatiale (où l'espace peut être une simple traduction, un truchement des rapports de force, une cause, un produit de ces relations...). Je ne parle pas seulement de risque, mais bien d'un espace produit comme « à risque », dans des dimensions physiques, politiques, symboliques... définissant des territorialités. Je considère ces trois aspects comme fondamentaux des territorialités de risque dans mon étude :

- Conformation matériel de l'espace urbain physique,

- Action publique et aménagement essentiellement exercés par le pouvoir,
- Représentations de différents acteurs – aux conséquences, aussi, différentes.

A travers une géohistoire du lien risque – ville – société, on voit évoluer la nature, la gestion et le statut du risque urbain depuis la période coloniale jusqu'à aujourd'hui. Dégageons quelques points de cet examen du 'contexte géographique' :

- La manière d'identifier le risque 'conçu' (Lefebvre) – à travers les discours socialement dominants, l'action publique d'un Etat fort, le discours 'expert'... – est liée à la nature de l'ordre social inégalitaire.
- Avec l'avènement de la ville moderne et la très forte croissance urbaine, les problèmes urbains se posent. Parallèlement, le modèle de développement rentier et inégalitaire basé sur l'exploitation du pétrole se consolide. A Caracas, le paysage de bidonville est l'envers d'un ordre socio spatial 'moderne' que l'on maintient 'à distance' par des subsides de pétrodollars.
- Par certains cotés le risque urbain peut être aveugle à la géographie sociale. Une foule d'exemple sur des risques aux aléas essentiellement endogènes montre des menaces sur un espace urbain socialement isotrope... Malgré des risques parfois 'aveugles au social', les territorialités de risques, en revanche, marquent un ordre socio spatial inégalitaire, à travers : La construction de l'espace bâti, la configuration d'un espace urbain ségrégué, l'échec d'une politique publique de logement, la gestion différentielle du risque en fonction des populations touchées, la stigmatisation par le media (d'opposition) d'espaces pauvres (chavistes) ignorés jusqu'en 1989... La vulnérabilité, comme parfois même la menace, se construit aussi.
- A travers les territorialités de risque, l'espace remplit plusieurs fonctions par rapport à l'ordre urbain : simple reflet, outils, légitimation... Ces territorialités marquent fortement l'espace urbain, de façon discriminée, sans renvoyer systématiquement à la géographie 'physique' du risque, et traduisant des rapports de force entre acteurs sociaux propres à Caracas. Le 'stigmaté', assimilant l'individu à l'espace à travers une 'injonction' au territoire, renforce l'ordre par des territorialités du risque conçues par les secteurs dominants. Hardy à Managua ou Sierra à Quito montrent d'autres usages de gestion des populations à travers le risque.

**L'exposant : Julien Rebotier**, allocataire doctorant en géographie à l'IHEAL – Paris 3 / CREDAL. Ses recherches portent principalement sur le risque urbain et sa gestion au Venezuela. Après s'être penché sur les modalités de gestion de crise à Mérida, dans les Andes, son questionnement s'oriente vers les spécificités du risque urbain et vers les dimensions spatiales des situations de risque à Caracas.

Julien Rebotier a publié notamment sur le risque « Gestión de crisis en zonas de altos riesgos naturales. Método de localización de los heridos en el caso de un terremoto en Mérida, Venezuela », *Revista Venezolana de Geografía*, numéro 47 (2) 2006; coordonné avec Sandrine Revet « Le Venezuela aujourd'hui : portrait d'une société au quotidien », *Cahiers des Amériques latines*, n°54-55, 2007 1/2, éditions de l'IHEAL ; et est en cours de préparation d'une publication sur les massacres après 1958 (avec le CERI-SciencePo), sur l'urbanisation dans les Andes et les questions environnementales (avec l'université de Toulouse le Mirail), et d'une coordination d'ouvrage avec Sandrine Revet et Olivier Compagnon sur le Venezuela contemporain.

## Séance III

**Lundi 17 mars: Lieux et enjeux sociaux de la nouvelle consommation haut de gamme à Lima. Deux études de cas : l'expérience gastronomique et la production de musiques électroniques**

Depuis 2002, le Pérou connaît une importante croissance économique (autour de 5 et 6% par an, une des plus grandes de l'Amérique Latine), ce qui lui a permis de se placer sur la ligne de mire des investisseurs nationaux et internationaux. Les conséquences de cet auspiceux contexte macroéconomique commencent à se faire ressentir, tout d'abord, en milieu urbain, en reconfigurant ses paysages et ses dynamiques sociales et économiques.

La ville de Lima, dans ses « beaux quartiers », reflète d'une façon particulière le climat d'optimisme économique par le biais d'une augmentation des indices de consommation, par une progression de l'industrie du luxe, et par l'apparition des lieux d'une nouvelle consommation haut de gamme qui privilégie les caractéristiques sensorielles à celles du produit tangible, et sur laquelle nous nous intéresserons davantage.

Cette nouvelle consommation haut de gamme, qui appelle aux sens, doit être perçue comme un commerce d'expériences qui mobilise un savoir-faire (*background*) et des fines stratégies marchandes qui conditionnent son succès.

L'analyse de ce nouveau type de consommation et des lieux qui la contiennent nous permettra de mettre l'accent sur la production de nouvelles inégalités, différentes de celles qui découlent de la différence du pouvoir d'achat entre les différentes strates socioéconomiques. Même si le type de consommation sur lequel nous mettrons l'accent est orienté vers un public à pouvoir d'achat élevé, cette marchandisation de l'expérience relève moins de la commercialisation des produits à des prix prohibitifs, que d'un souci d'efficacité des moyens d'accès à la consommation d'expériences, marqué par des multiples volontés -des producteurs et des consommateurs- qui convergent dans la recherche d'une indispensable « cohérence ».

A partir d'une enquête réalisée à Lima courant 2007 sur les nouveaux lieux gastronomiques et les lieux producteurs de musique électronique, on s'intéressera aux mécanismes sur lesquels repose ce nouveau type de consommation « expérientiel » et prestigieux. Notre regard sera porté vers l'établissement de circuits marchands non-traditionnels et à ses fondements, discours des producteurs et des consommateurs, l'établissement de nouvelles barrières symboliques entre les groupes sociaux ou à la réactivation de significations sociales plus anciennes, tout ceci dans un contexte où les dynamiques capitalistes rejoignent le domaine de la socialisation.

**L'exposant : Raul Matta** est allocataire de recherche à l'IHEAL Paris3-Sorbonne Nouvelle, CREDAL. Originaire du Pérou, il a consacré ses premiers travaux à un mouvement religieux d'extrême droite latino-américain, avant de s'intéresser aux mœurs de la bourgeoisie liménienne sur laquelle il consacre désormais sa thèse en sociologie.

## **Séance IV**

### **Lundi 14 avril: FEMMES ET POUVOIR EN AMERIQUE LATINE : LE CAS DE LA BOLIVIE**

L'histoire de l'Amérique Latine est marquée par une tradition militante et d'importantes mobilisations des femmes. Les femmes latino-américaines se mobilisèrent essentiellement contre les dictatures et les violations des droits humains, contre les crises sociales et économiques et pour l'égalité des sexes. Grâce à ces mouvements féminins et féministes de grande force, la région connaît d'importantes avancées sociales et politiques, octroyant aux femmes de nombreux avantages tant pour leurs pairs (paysans, indigènes, etc.) que pour elles-mêmes. Mais malgré les progrès en terme de pouvoir public et politique, les femmes latino-américaines n'ont jamais reçu les bénéfices à la hauteur de leurs activités afférentes. Nous explorons ici la question des femmes et du pouvoir en Amérique Latine, à travers l'analyse de leurs mobilisations, leurs représentations et leurs participations politiques et sociales. Nous illustrerons cette problématique par un cas concret, celui de la Bolivie, pays qui a connu et qui connaît encore aujourd'hui une remarquable expérience politique organisée des femmes.

**L'exposante : Virginie Rozée**, chercheuse post-doctorante au CREDAL. Ses travaux portent essentiellement sur le genre, les droits humains des femmes, la santé reproductive et sexuelle de ces dernières années, et les mouvements sociaux féminins et féministes en Amérique Latine, en particulier en Bolivie. Sa thèse, dont le dernier chapitre fut récemment publié sur la base de données HAL-SHS, (<http://halshs.archives-ouvertes.fr>), s'intéressait à l'application de la CEDAW en Amérique Latine.

## **Séance V**

### **Lundi 19 mai: Cultural Studies made in France : traductions culturelles, pédagogies, développements**

Inscription disciplinaire, obstacles linguistiques, résistances politiques et conceptuelles : le développement, la réception et la traduction culturelle actuelles des Cultural Studies en France font face à de nombreuses difficultés. Au travers d'une analyse des expériences pédagogiques des cursus d'« Etudes culturelles » des universités Lille III et Paris I, de leurs forces et de leurs points aveugles, ainsi que des problèmes particuliers que pose l'enseignement de ce champ, nous interrogerons les modalités particulières de l'émergence de Cultural Studies made in France. Il s'agira de mettre en lumière les apports de ce champ d'étude international, tout en ouvrant la voie vers les objets locaux qu'il suscite – ou pourrait susciter – dans la recherche française.

**L'exposant : Maxime Cervulle** enseigne les études culturelles à Paris I Panthéon-Sorbonne et Lille III Charles de Gaulle. Il a dirigé la publication du recueil de textes de Stuart Hall, *Identités et cultures. Politiques des Cultural Studies* et prépare actuellement avec Nick Rees-Roberts un ouvrage sur les enjeux de race et de classe dans la culture gay française, *Homo Exoticus : race, classe et critique queer*.

## Séance VI

### **Lundi 16 juin : « L'autre » construction historique de la nation et du peuple à travers la littérature : Etudes comparées entre le Brésil et les Antilles françaises**

Je me propose dans cette intervention de réfléchir sur les représentations du peuple. Concept protéiforme, toujours récupéré par les différents champs de la société, le peuple est une notion problématique, dans la mesure où il s'agit d'une **fiction construite par le discours** pour l'utiliser à ses fins. Or cette notion est l'une des principales du vocabulaire politique depuis l'antiquité. Un questionnement sur les représentations du social ne peut faire l'économie d'une mise en question de ce qu'on appelle le *peuple*, le *populaire*. On se demandera ici comment des représentations littéraires, des œuvres de fiction problématisent la notion de peuple dans le contemporain.

Comment écrit-on le peuple ? Quelles sont les modalités de cette fiction politique qui voudrait totaliser les mouvements complexes et disparates de la société ?

On s'intéressera notamment à deux romans issus de l'aire latino-américaine et caribéenne, à savoir : *Le Quatrième siècle* du Martiniquais Edouard Glissant et *Viva o povo brasileiro* du Brésilien João Ubaldo Ribeiro. Ces deux romans de la deuxième moitié du XXe siècle représentent des fictions qui constituent des alternatives au récit traditionnel du peuple. D'une part, ils concurrencent le récit officiel construit par l'Etat, d'autre part, ils mettent en question la représentation totalisante et unificatrice de la société qui nous vient de la pensée politique des Lumières, en dramatisant les différences et les conflits qui existent à l'intérieur de l'espace social.

L'écriture de l'histoire est un des enjeux majeurs de cette réécriture du récit populaire officiel, car elle pose la question de la sélection et de la « mise en intrigue » des faits historiques.

Ces récits permettent donc d'observer comment se configure la fiction du peuple : ils nous autorisent à mettre en perspective de notions centrales de la modernité politique occidentale, telles que le Peuple ou l'Etat-Nation... et en tirant le fil de ce questionnement, des dichotomies structurantes des mondes contemporains : central/périphérique, moderne/traditionnel, élite/masse/populaire...

**L'exposant : Sullivan Caristan** ; diplômé de Master en littérature comparée à l'université de Paris X Nanterre, Sullivan Caristan réalise une recherche sur les représentations et les signes identitaires culturels et politiques dans le contemporain. Il est l'auteur de *Le Quatrième siècle d'Edouard Glissant et Viva o povo brasileiro de João Ubaldo Ribeiro : le peuple et la modernité des autres*, revue Silène, [http://www.revue-silene.com/f/index.php?sp=liv&livre\\_id=73](http://www.revue-silene.com/f/index.php?sp=liv&livre_id=73)